

22 juillet 2019

## **TRIBUNE**

**Marie-Guite Dufay,  
Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté**

### **Ceta, Mercosur :**

#### **le commerce international ne doit pas être l'ennemi du climat et de notre agriculture**

Alors que l'Assemblée nationale a acté le report du vote du CETA, accord commercial conclu entre l'union européenne et le Canada au 23 juillet prochain, plus de 70 organisations (notamment les ONG, associations de défense de l'environnement, et acteurs agricoles), mettent en garde la représentation nationale sur ses effets néfastes sur le climat et nos filières agricoles.

Si cet accord devait être signé, c'est notre capacité à légiférer en matière environnementale, sociale et sanitaire qui se trouverait obérée alors que nous empoignons à peine le combat pour le climat.

L'institut Veblen et la Fondation Nicolas Hulot ont ainsi documenté les effets du CETA sur la hausse des émissions de gaz à effet de serre en totale contradiction avec l'Accord de Paris. Plus encore, par les conditions laxistes d'importation concédées, il organise la destruction des filières bovines françaises au profit du bœuf canadien produit dans des conditions moins vertueuses (farines animales, activateurs de croissance, ...) et insécurise notre alimentation.

Aujourd'hui, en examen au Sénat, c'est un troisième accord avec les pays d'Amérique du sud, le MERCOSUR, qui pourrait déstabiliser un peu plus notre agriculture avec l'importation massive de viandes et autres produits agricoles au bilan carbone catastrophique, à bas coût de salaire ... quand nos éleveurs peinent à tirer un SMIC de leur exploitation. Ce ne sont alors pas seulement les éleveurs qui pourraient en pâtir, mais les paysages, la biodiversité et toute une économie agricole, agro-alimentaire et rurale en déstabilisant des zones entières de nos territoires à vocation d'élevage.

La région Bourgogne-Franche-Comté, forte de ses atouts industriels et agricoles, limitrophe de la Suisse et au cœur de l'Europe, est un acteur éclairé du libre-échange gagnant-gagnant.

Mon opposition, en tant que Présidente de Région, à ces accords ne saurait donc être caricaturée comme du protectionnisme primaire. Nous, acteurs locaux et élus de la Région Bourgogne-Franche-Comté, refusons que ces accords déséquilibrés sacrifient notre modèle agricole basé sur des exploitations familiales engagées en faveur des attentes sociétales de nos concitoyens (polyculture élevage, prairie permanente, bien-être animal, niveau sanitaire exigeant, fermes de taille humaine, ...), refusons qu'une concurrence déloyale conduise au moins disant environnemental, social et sanitaire sous prétexte de libre-échange, affirmons que le libre-échange doit être équilibré en imposant pour les produits importés la réciprocité des normes et les accords en vigueur dans les pays concernés.

J'appelle donc le gouvernement et nos parlementaires français et européens à remettre l'ouvrage sur le métier en étant à l'écoute des forces vives de la Nation.